

Révision allégée n°2 du PLU de Plonéour-Lanvern

Compte rendu de la réunion d'examen conjoint - 04/06/2025

Personnes présentes :

Nicolas Rouxel – Chargé de mission PLUI-H - CCHPB
Olivier Caroff – Chambre d'Agriculture
Céline Piccolo – DDTM 29 (stagiaire)
Valérie Burel – Chargé d'études planification - DDTM 29
Nathalie Bodéré Le Lay – chef unité planification – DDTM 29
Josiane Kerloch – Maire de Plonéour-Lanvern
Thierry Josse – DGS Plonéour Lanvern

François Boulland - Bureau d'études
Catherine Thause – Cheffe d'antenne - CD 29
Enrique Perez – responsable DTD - CCPBS
Karine Fauconier – technicienne eau - CCPBS
Yannick le Moigne – Président du SIOCA
Yves Le Guellec – Vice-Président - CCHPB

Objets de la réunion

Présentation du projet de révision allégée n°2 du PLU de Plonéour et examen conjoint des PPA.

Éléments présentés

La révision concerne le garage Citroën situé route de Tréogat, en zone agricole (A). Le propriétaire souhaite étendre le bâtiment existant (atelier mécanique et espace de vente), ce que le règlement de la zone A interdit au-delà de 250 m². Pour permettre cette extension raisonnable, on crée un nouveau **Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL Ai)**, sur une emprise de 5 445 m².

Pour rappel, **sont admis uniquement en zone Ai :**

- Les constructions à usage de bâtiments d'activités liées aux activités implantées dans la zone, sous condition que les travaux et installations envisagées ne portent pas atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles avoisinantes.
- L'extension et la rénovation des bâtiments existants

la hauteur des nouvelles constructions ne devra pas excéder la hauteur des constructions existantes.

Le secteur concerné est déjà fortement artificialisé et imperméabilisé. L'extension du bâtiment ne devrait pas avoir d'impact réellement significatif sur la zone.

Avis des personnes publiques associées

SIOCA : Le SIOCA émet un avis favorable

DDTM n'émet pas d'objection, compte tenu de l'extension du périmètre sur la zone déjà artificialisée. Un passage de ce dossier devant la CDPENAF reste nécessaire.

La chambre d'Agriculture n'a pas de commentaire sur ce point.